

COMPTE RENDU SESSION EUROPE VERTE DU 19 NOVEMBRE 2021

Raquel FERRÓN MARTÍNEZ, Académie Notre Europe 2021-2022



SESSION 2 : L'EUROPE VERTE

»» 19 NOV.



Neil Makaroff
Responsable Europe, Réseau Action Climat



Thomas Pellerin-Carlin
Directeur du Centre Energie de l'Institut Jacques Delors (JDEC)



Karin Thalberg
Chercheuse, politique européenne de l'énergie (JDEC)



Camille Defard
Chercheuse, politique européenne de l'énergie (JDEC)



Phuc-Vinh Nguyen
Chercheur, politique française et européenne de l'énergie (JDEC)

La deuxième session de l'Académie Notre Europe 2021-2022 eut lieu le 19 novembre à la Maison de l'Europe de Paris, dans le 17^e arrondissement parisien. Ce fut avec un grand enthousiasme que je me suis rendue à cette rencontre, qui allait être consacrée à l'Europe verte, et durant laquelle nous allions discuter des défis écologiques en Europe et analyser les choix stratégiques et les solutions mises en œuvre par l'Union européenne.

La première intervention de la journée a été assurée par **Neil Makaroff**, responsable Europe du Réseau Action Climat, qui nous a présenté les défis rencontrés par les ONG climat pour avoir de l'influence sur les décisions européennes en matière d'écologie – le budget plaidoyer annuel pour les ONG Climat est de 2,5 milliards d'euros, tandis que le budget plaidoyer à l'UE pour Total, BP, Shell et des entreprises similaires est de 251 milliards d'euros, 100 fois plus. En effet, comme pour d'autres questions, le lobbying est très important, lorsqu'il s'agit par exemple d'établir les critères pour considérer une énergie comme « verte ». Ainsi, la question principale de cette première présentation était comment rendre possible la transition énergétique dans l'UE et comment atteindre la neutralité carbone en France, notamment compte tenu de l'importance de l'énergie nucléaire dans le pays.

S'en suivirent trois interventions présentées conjointement par **Camille Defard** et par **Phuc-Vinh Nguyen**, chercheuse et chercheur en politique européenne de

l'énergie à l'Institut Jacques Delors, sur, dans un premier temps, la COP 26, le changement climatique et l'action globale pour le climat, ensuite, sur la politique européenne du climat et de l'énergie et, finalement, sur le bilan des émissions par secteur et sur des solutions transversales. Ainsi, après une sommaire présentation des enjeux de la COP 26, et après une présentation des dangers et des conséquences du réchauffement climatique, nous avons abordé plus en détail la question du bilan des émissions par secteur économique. Les points essentiels à retenir : un secteur du bâtiment très inefficace et un besoin de décarbonisation des logements, notamment avec des rénovations énergétiquement performantes ; un secteur de l'agriculture qui émet 10 % des émissions de l'UE ; et le secteur des transports, qui représente un tiers de la consommation d'énergie finale dans l'UE, et le seul secteur dont les émissions continuent de croître. Quant aux solutions transversales proposées, elles reposèrent en grande partie sur le changement de comportement – essentiellement plus de sobriété – et sur l'investissement dans des infrastructures pour accompagner la transition énergétique.

Enfin, la dernière intervention de la matinée a été assurée par le directeur du Centre Énergie de l'Institut Jacques Delors, **Thomas Pellerin-Carlin**. Il a mis en avant les conséquences politiques et sociales des choix énergétiques et a insisté sur la nature systémique du défi de la transition énergétique – qui passe non seulement par des changements dans les technologies utilisées, mais aussi les infrastructures déployées, les investissements et incitations économiques ainsi que les normes sociales et habitudes des consommateurs et citoyens.

Enfin, c'est essentiellement au cours de cette dernière intervention que la question des inégalités sociales face au climat a été abordée et, à titre personnel, j'aurais aimé que l'on accorde plus de temps à cette question, notamment lorsque l'on a abordé les stratégies ou solutions pour la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, il me semble que l'on aurait pu, dans le cadre d'un débat essentiellement mené par des jeunes, aborder davantage la responsabilité de certaines grandes entreprises, plus polluantes, plutôt que de se consacrer autant au poids de nos choix personnels – certes, importants, puisque la mobilisation citoyenne pour le climat reste un facteur clé. D'autant plus que les inégalités sociales sont de plus en plus marquées et que la possibilité d'assurer une consommation et un mode de vie écologiquement responsables n'est malheureusement pas à portée de main pour toutes et tous à l'heure actuelle. En somme, le défi écologique est un défi de la jeunesse, et si nous pouvons retenir quelque chose de cette journée Europe verte, c'est que l'enjeu n'est pas individuel, mais collectif et politique.